

## **Programme multi-pays de démobilisation et de réinsertion**

### **Rapport d'activité et plan de travail**

**janvier – mars 2003**

*21 avril 2003*

1. Le présent rapport fait le point des activités mise en œuvre dans le cadre du Programme multi-pays de démobilisation et de réinsertion (MDRP) depuis le dernier rapport d'activité trimestriel (18 janvier 2002). Le rapport reprend les quatre composantes principales du MDRP, à savoir : i) programmes nationaux de démobilisation et de réinsertion ; ii) projets spéciaux ; iii) activités régionales ; et iv) gestion globale du programme. Un plan de travail révisé pour la période avril–juin 2003 est également joint à ce rapport.

#### **1. Programmes nationaux**

##### *Rwanda*

2. Les partenaires du MDRP ont convenu lors de la réunion de la Haye, le 8 novembre 2002, que le Rwanda répondait aux conditions requises pour recevoir l'appui du MDRP et un accord de subvention, d'un montant de 14,4 millions de dollars, a été signé le 18 avril 2003. La Commission rwandaise de démobilisation et de réinsertion (RDRC) supervise toutes les activités de démobilisation et de réinsertion et le Secrétariat technique est chargé de la mise en œuvre et de l'appui à ces activités. Le don subventionné par le MDTF entrera en vigueur et sera accessible au gouvernement pour le programme national une fois que les systèmes et procédures de gestion financière du Secrétariat technique auront été suffisamment renforcés. Le dialogue entre la RDRC et ses homologues en RDC a abouti à une coopération sur i) le désarmement, la démobilisation et le rapatriement transfrontaliers ; et ii) une meilleure sensibilisation des deux côtés de la frontière. À ce jour, le Programme rwandais de démobilisation et de réinsertion (RDRP), Phase II<sup>1</sup>, a démobilisé et fourni une assistance à 8 648 soldats de l'armée nationale, la RDF, et à 2 970 membres des groupes armés rwandais, dont 454 enfants. Le RDRP a pris d'importantes mesures de renforcement des capacités pour aider les comités de développement communautaire à assumer leurs fonctions d'aide à la réinsertion pour les anciens combattants. Le programme reçoit un appui bilatéral du Royaume-Uni (5 millions de dollars, et environ 2 millions de livres sterling) et de l'Allemagne.

##### *Angola*

3. Le Programme angolais de démobilisation et de réinsertion (ADRP) a été présenté au Conseil des Administrateurs de la Banque mondiale et approuvé le 27 mars 2003. Le programme bénéficie d'un don de 33 millions de dollars de la Banque mondiale et une demande de subvention de 53 millions de dollars a été soumise au Comité du Fonds

---

<sup>1</sup> La phase I du RDRP s'est déroulée de 1997 à 2001.

fiduciaire du MDRP. Selon les prévisions actuelles, le financement bilatéral du programme par les partenaires devrait atteindre ou dépasser 17 millions de dollars.

4. Les doutes qui pesaient sur l'engagement et l'aptitude du gouvernement à bien gérer le programme ont été en partie dissipés. Une mission de post-évaluation réalisée par la Banque mondiale en février 2003 a conclu que : i) le gouvernement a pris des mesures efficaces pour enregistrer les anciens combattants de l'UNITA, verser les traitements en souffrance à titre d'aide à la réinsertion et fournir un kit de réinstallation ; ii) les dispositifs institutionnels ont été renforcés et le principal organisme de coopération du gouvernement, l'IRSEM, est prêt à fonctionner ; et iii) le gouvernement a reporté la date de clôture des zones de regroupement, allégeant ainsi les pressions qui pèsent sur les organisations d'aide humanitaire pour réinstaller les nombreuses personnes à relocaliser. D'autre part, à la fin du mois de mars, l'IRSEM avait pris les mesures requises pour répondre aux conditions d'entrée en vigueur (notamment l'évaluation des propositions reçues pour l'unité de gestion financière et de passation des marchés du programme), de sorte que l'ADRP a pu démarrer avant juin 2003.

#### *Autres programmes*

5. En étroite collaboration avec les partenaires, le Secrétariat du MDRP a pris des mesures initiales à l'appui d'autres programmes nationaux éventuels.

- Burundi. Le gouvernement a confirmé son intention de mettre sur pied un programme national de démobilisation et de réinsertion dans le cadre du MDRP et a demandé à la Banque mondiale de diriger l'effort des partenaires à cet égard. Une mission d'évaluation conjointe du MDRP effectuée en janvier 2003 et une mission de préparation technique réalisée par la Banque mondiale en février/mars 2003 ont permis de conclure que le processus de paix avait bien avancé depuis la mission de supervision d'octobre 2002 et que le plus pressant était à présent d'élaborer un programme national. Le gouvernement a créé un comité de préparation du programme composé de représentants des ministères de la Défense, de la Planification et de la Reconstruction, et des Finances. Le gouvernement et la Banque ont décidé d'un commun accord d'établir un mécanisme PPF pour financer les activités de préparation du programme. Après s'être penché sur un projet de structure institutionnelle, le gouvernement a décidé de ne mettre aucune structure en place avant le transfert de pouvoir le 1<sup>er</sup> mai. Le gouvernement est particulièrement sensible à la nécessité de consulter les groupes armés dans la phase de conception du programme. Après la présentation, l'examen et la révision d'une proposition de projet spécial par l'UNICEF, le gouvernement a décidé de ne pas approuver d'autres projets spéciaux. Dans l'éventualité de besoins de financement urgents, le gouvernement utilisera les ressources du fonds d'aide de la Banque mondiale aux pays sortant d'un conflit (PCF) auquel il a déjà droit.
- République centrafricaine. En réponse à une demande d'aide du MDRP soumise par le gouvernement pour étendre le Programme national de démobilisation et de

réinsertion (PNDR) financé par le PNUD, une mission a été effectuée en février afin d'analyser la situation actuelle sur le terrain et de réunir les éléments nécessaires pour élaborer un programme de désarmement, démobilisation et réinsertion plus complet dans le cadre du MDRP. La mission a précisé les paramètres requis pour accéder aux appuis du MDRP et encouragé le gouvernement à se pencher de plus près sur les modalités de démobilisation et de réinsertion des anciens combattants dans le contexte de la réforme du secteur de la sécurité. Cependant, vu l'instabilité des derniers mois, la chute du gouvernement en mars et la constitution d'un nouveau gouvernement, une nouvelle évaluation devra être effectuée en temps utile.

- Congo. La signature récente de l'Accord sur la cessation des hostilités le 17 mars, qui a mis fin aux affrontements dans la région du Pool, est un événement propice pour le MDRP. Les représentants des deux parties opposées se penchent actuellement sur les aspects pratiques de la mise en œuvre de l'accord. Une évaluation conjointe indépendante commanditée par l'Union européenne et le PNUD a été effectuée en février pour examiner le projet PNUD/OIM récemment achevé et les activités de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) financées par l'IDA. Le Secrétariat du MDRP a participé à l'évaluation de façon à déterminer les possibilités de poursuivre et compléter les activités antérieures et celles actuellement en cours par une intervention du MDRP. L'équipe d'évaluation a conclu que : i) les enseignements tirés de l'expérience passée et les bases de données des bénéficiaires n'ont pas été suffisamment diffusés ; ii) la création du Haut Commissariat a renforcé l'adhésion nationale aux programmes de DDR ; et iii) un programme national de démobilisation et de réinsertion, qui soit lié à la réforme du secteur de la sécurité, pourrait bénéficier de l'appui du MDRP.
- RDC. La signature de l'Acte final du dialogue intercongolais à Sun City, en Afrique du Sud, le 2 avril 2003 est un événement très positif pour le processus de paix général dans la région. Avec la mise en place du gouvernement de transition, et sous l'égide du PNUD, les partenaires du MDRP travaillent avec toutes les parties représentées au sein du gouvernement afin de poursuivre les discussions sur les activités de DDR dans l'espoir de mettre au point un programme national de DDR bénéficiant de l'assentiment général et directement lié à la réforme du secteur de la sécurité. Avant la signature de l'Acte, les partenaires du MDRP ont effectué une mission conjointe en février et conclu qu'il fallait : 1) mieux structurer l'appui de la MONUC et collaborer davantage avec cette dernière sur les questions de DDR concernant les groupes armés étrangers ; 2) obtenir l'engagement plus actif des intervenants nationaux et des partenaires internationaux, tout particulièrement au niveau de la réforme du secteur de la sécurité, de l'aide humanitaire et de l'aide au développement ; 3) mieux définir les méthodes d'engagement des communautés locales pour faciliter l'accès aux groupes armés ; 4) s'attacher davantage à créer un climat de confiance ; et 5) clarifier la question du financement des personnes à charge.

- Ouganda. Le gouvernement a soumis une demande officielle d'aide financière et technique pour mettre sur pied un programme national de démobilisation et de réinsertion, mais la mission d'identification de programme prévue a été reportée compte tenu des questions des bailleurs de fonds concernant le niveau des dépenses militaires de l'État. Entre-temps, le gouvernement a pris des mesures importantes pour faciliter la formulation d'un programme national. Il a notamment entrepris un examen général du système de défense avec l'appui de DFID et a initié la préparation d'un cadre institutionnel qui intégrera les travaux du Conseil ougandais d'aide aux anciens combattants (UVAB) et de la Commission ougandaise d'amnistie pour élaborer un programme national. Une mission d'information réalisée en mars 2003 a conclu à la nécessité : i) de renforcer la collaboration entre l'UVAB et le ministère de la Défense pour l'examen du système de défense ; ii) d'analyser les « enseignements tirés » des efforts antérieurs de démobilisation et de réinsertion ; et iii) de mettre sur pied un comité ad hoc local pour examiner la proposition de projet spécial dont le gouvernement a confirmé qu'elle serait présentée au Secrétariat du MDRP. La mission a recommandé que le gouvernement et les bailleurs de fonds approuvent une demande de projet spécial dans le cadre du MDRP pour fournir une aide à la réinsertion des soldats de la Lords Resistance Army (LRA), sous réserve que les négociations de paix aboutissent. Il est prévu d'inscrire une éventuelle mission conjointe d'identification du MDRP à l'ordre du jour de la réunion du Comité consultatif fin avril.

## **2. Projets spéciaux**

6. Le Secrétariat du MDRP a répondu à toutes les demandes officielles de projet spécial soumises à ce jour et plusieurs propositions sont en cours de révision pour inclure les commentaires des comités ad hoc locaux. À Kinshasa, le deuxième comité d'examen ad hoc local s'est réuni le 14 février 2003 et quatre propositions révisées ont été examinées. Deux ont été recommandées pour approbation, une a été recommandée pour approbation moyennant certaines modifications, et la quatrième a été retirée par l'entité postulant. Le premier comité d'examen ad hoc local s'est réuni à Bujumbura le 20 février 2003, où une proposition de projet spécial a été examinée et renvoyée pour révision. À Luanda, le premier comité d'examen ad hoc local s'est réuni début mars pour examiner une proposition, qui a été recommandée pour approbation sous réserves de modifications. L'Annexe 1 fournit une description plus détaillée du stade d'avancement de l'examen des projets spéciaux.

7. Le Secrétariat du MDRP a révisé et finalisé les procédures et directives pour les projets spéciaux, y compris la documentation à l'appui, et soumis ces directives avec le premier projet spécial (en RDC) pour approbation. L'accord de subvention pour le premier projet spécial doit être signé d'ici à début mai 2003.

### 3. Activités régionales

#### *Sensibilisation transnationale RDC-Rwanda*

8. L'initiative a véritablement pris forme lorsque les gouvernements des deux pays ont officiellement approuvé la stratégie conjointe de communication et de sensibilisation arrêtée à Magaliesburg (décembre 2002). Des mesures ont été prises pour la mettre en œuvre, avec la préparation des documents à diffuser (brochures, dépliants, bandes dessinées, etc.) et l'organisation logistique de la campagne. Des problèmes de capacité ont cependant causé des retards dans la mise en œuvre et le Secrétariat du MDRP a effectué une mission de suivi en mars 2003 pour aider les deux équipes techniques à surmonter ces difficultés.

### 4. Gestion du programme

#### *Coordination du programme*

9. Durant les trois mois couverts par le rapport, le Secrétariat du MDRP a participé à plusieurs réunions concernant les activités de DDR dans la région des Grands lacs, à savoir :

- Réunions au sujet du Burundi : Les représentants du MDRP et de la région des Grands lacs ont rencontré l'ambassadeur Dinka, représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, le 18 avril 2003, pour discuter de l'évolution de la situation au Burundi, des difficultés de déploiement rencontrées par la force africaine de maintien de la paix et du financement d'un éventuel programme national par le MDRP. Le Secrétariat du MDRP a également participé à une réunion des agences spécialisées des Nations Unies convoquée le 21 avril par le Département des opérations de maintien de la paix (DPKO) pour faire le point des progrès accomplis au niveau de la planification et de la mise en œuvre du processus de cantonnement envisagé.
- «Great Lakes Policy Forum» : Le 3 avril 2003, le Secrétariat a présenté le MDRP au Great Lakes Policy Forum. Cela a permis d'informer les parties en présence sur le programme, de répondre aux questions et de dissiper les malentendus concernant le programme, en particulier au niveau des ONGs.
- Réunion avec le PNUD : Le 19 mars 2003, le Secrétariat du MDRP a rencontré les représentants du bureau Afrique du PNUD, du Bureau pour la prévention des crises et le redressement, ainsi que du Bureau d'assistance juridique et à la passation des marchés pour examiner les questions de budgétisation et de passation de marché, de façon à harmoniser et à simplifier le processus d'approbation des projets proposés par le PNUD à titre de projets spéciaux relevant du MDRP. La réunion a abouti à un accord général sur les procédures de passation de marché et sur les coûts d'appui (frais généraux) à appliquer au titre du programme.

- Réunion avec DPKO : Le 6 mars 2003, le Secrétariat du MDRP s'est réuni avec DPKO pour examiner la coordination et la coopération dans le cadre du MDRP. Une réunion est prévue dans l'avenir proche avec les responsables de DPKO pour se pencher plus en détail sur ces questions.
- Coordination dans les pays. Le Secrétariat du MDRP a continué à encourager une étroite coordination des activités de DDR au niveau des pays.
  - Au *Rwanda*, la Commission rwandaise de démobilisation et de réinsertion (RDRC) a formé un Groupe de coordination technique qui sert de tribune d'échange de l'information avec les partenaires du MDRP sur le stade de l'exécution et permet d'examiner les modalités d'aide possibles.
  - Au *Burundi*, un Comité local de coordination des activités de DDR, créé pour coordonner l'aide extérieure fournie au processus de désarmement, démobilisation et réinsertion, s'est réuni à plusieurs reprises. Il est actuellement présidé par la Banque mondiale, en tant qu'agence chef de file, et est composé de représentants du gouvernement, de l'UA, de la Mission d'observation africaine, des principaux bailleurs de fonds et des partenaires des Nations Unies. Le gouvernement assumera la présidence du Comité lorsque les modalités d'exécution du programme de DDR seront définies.
  - En *Angola*, les partenaires du MDRP ont tenu des réunions en février et mars 2003 sous l'égide de la Banque mondiale, chef de file du MDRP, dans le cadre des missions de post-évaluation de l'institution.
  - En *Ouganda*, le Groupe technique des bailleurs de fonds qui s'occupe des questions d'amnistie et de redressement après un conflit dans le Nord de l'Ouganda est actuellement l'organe de coordination le plus approprié pour les activités de DDR en cours. Il importe toutefois d'envisager d'autres dispositifs éventuels avec une plus large participation des partenaires du MDRP, si ces derniers et le gouvernement le jugent opportun.
  - En *RDC*, le PNUD, qui est l'agence chef de file du MDRP, assure actuellement la coordination par l'intermédiaire du comité technique inter-agences et du comité local de coordination des bailleurs de fonds pour les activités de DDR, qui se réunissent le premier tous les deux mois et le second tous les mois.

### *Questions de personnel*

10. Les quatre spécialistes de la démobilisation et de la réinsertion recrutés à la fin du trimestre dernier ont pris leurs fonctions. Deux sont en poste sur le terrain à Kigali et Kinshasa, et les deux autres au siège. D'autre part, une assistante de programme bilingue a été recrutée et le processus de recrutement d'un analyste des opérations touche à sa fin, ce qui complétera les effectifs prévus pour le Secrétariat du MDRP. Enfin, une base de données recensant plus de 200 consultants expérimentés en DDR a été constituée pour aider le MDRP à fournir l'assistance technique nécessaire aux programmes nationaux et aux activités régionales.

*Administration et dépenses du Fonds fiduciaire*

11. À la fin de la période couverte par le rapport, les onze partenaires au complet qui se sont engagés à fournir un appui au MDRP avaient signé des accords administratifs et tous sauf deux avaient effectué leur premier versement au Fonds fiduciaire. Une fois les autres versements encaissés, d'ici à mai 2003, l'apport total des bailleurs de fonds au Fonds fiduciaire s'élèvera à 53 millions de dollars.

12. Comme le montre l'Annexe 2, les recettes totales du Fonds fiduciaire du MDRP, revenus de placement compris, s'élevaient à 48,4 millions de dollars au 31 mars 2003, avec 903 330 dollars de décaissements à ce jour. Au 18 avril, aucun décaissement n'avait été effectué au titre de programmes nationaux ou de projets spéciaux, mais le Fonds fiduciaire avait engagé 14,4 millions de dollars pour le programme national du Rwanda. Il est prévu d'engager 75 millions de dollars supplémentaires pour d'autres programmes et projets spéciaux d'ici à la fin du mois de juin 2003.

13. Comme indiqué en Annexe 3, les ressources actuelles et prévisionnelles couvrent les besoins de trésorerie jusqu'à la fin de l'année en cours. Il importera cependant de porter une attention particulière aux besoins en ressources lorsque les programmes de la RDC et du Burundi entreront en vigueur en 2004.

## **5. Plans pour le prochain trimestre**

14. Durant les trois prochains mois (avril à juin 2003), les travaux du Secrétariat du MDRP et du Programme seront centrés sur les thèmes généraux suivants. On trouvera en Annexe 4 un plan de travail plus détaillé pour le Secrétariat.

- *Programmes nationaux* : mettre au point l'accord de subvention pour l'Angola, et entamer ou poursuivre les démarches nécessaires à l'élaboration d'un programme national au Burundi, en Angola, en République du Congo et en RDC ;
- *Projets spéciaux* : signer les accords de subvention appropriés pour les activités en RDC, en Angola et au Burundi ;
- *Activités régionales* : organiser un atelier portant sur les questions de suivi et d'évaluation pour les membres du Groupe de coordination technique et fournir un appui à la mise en œuvre du programme conjoint de communication RDC-Rwanda ;
- *Gestion du programme* : mettre en place le site web du MDRP, élargir l'effort d'information et de sensibilisation et assurer une liaison plus étroite avec les agences chefs de file et les partenaires pour améliorer la coordination au niveau des pays.

**Annexe 1 : État d’avancement des propositions de projet spécial (à dater d’avril 2003)**

<i>Projet proposé par (organisme/pays)</i>	<i>Nom du projet</i>	<i>Date de réc.*</i>	<i>Budget proposé (USD)</i>	<i>Conclusions du comité ad hoc local</i>	<i>Commentaires</i>
PNUD RDC	Redressement des communautés, réinsertion des anciens combattants au Congo oriental	Nov. 02	14 582 035	Recommandé pour approbation avec modifications	Attend les éclaircissements et modifications du PNUD, y compris d’importantes révisions budgétaires
Save the Children–UK RDC	Appui à la réunification et à la réinsertion des enfants soldats en RDC	Déc. 02	2 456 178	Recommandé pour approbation	Soumis pour approbation après réception des éclaircissements
Comité international de secours (IRC) RDC	Évaluation de la situation et projets pilotes de démobilisation et de réinsertion des enfants soldats dans les provinces Orientale, N. Katanga et Maniema	Déc. 02	6 297 322	Recommandé pour approbation	Éclaircissements supplémentaires à fournir au MDRP avant soumission pour approbation
IFESH RDC					
CARE RDC					
PNUD/Gouv. RDC RDC	Appui aux ex-combattants blessés de guerre	Déc. 02	3 850 000		Projet retiré
PNUD (en partenariat avec le BCAH, l’OIT et la FAO) Angola	Proposition conjointe de projet spécial à l’appui de la réinsertion des soldats démobilisés en Angola	Févr. 03	4 901 075	Recommandé pour approbation avec modifications	Attend les éclaircissements et révisions finales du PNUD et des partenaires
UNICEF Burundi	Proposition de projet spécial à l’appui de la démobilisation, de la réinsertion et de la prévention du recrutement d’enfants soldats	Janv. 03	5 000 000	À réviser et soumettre de nouveau au prochain comité ad hoc local	Attend les révisions du PNUD

\* Date de réception initiale par le comité ad hoc local



**Annexe 2 : Fonds fiduciaire du MDRP (TF 50574) \***  
**État financier non vérifié**

Catégories d'entrées et sorties	USD	
	au 31/3/03	au 31/12/02
<b>1. Recettes à ce jour</b>		
a. Apports des bailleurs de fonds	48 263 235	15 280 000
- Belgique **	8 536 000	0
- Canada	3 405 995	0
- Danemark	2 500 000	2 500 000
- Commission européenne	10 670 000	0
- France	2 020 000	2 020 000
- Allemagne	0	0
- Italie	0	0
- Pays-Bas	10 371 240	0
- Norvège	3 510 000	3 510 000
- Suède	2 250 000	2 250 000
- Royaume-Uni	5 000 000	5 000 000
b. Revenus de placement	144 999	1 890
<b>Total Recettes</b>	<b>48 408 234</b>	<b>15 281 890</b>
<b>2. Décaissements à ce jour</b>		
a. Programmes nationaux		
- Rwanda	0	0
- Angola	0	0
b. Projets spéciaux	0	0
- Save the Children-UK (RDC)		
- CARE/IRC/IFESH (RDC)		
- PNUD/Angola		
c. Activités régionales	192 046	120 699
d. Gestion du programme	534 261	322 803
e. Frais d'administration du Fonds fiduciaire	177 029	49 260
<b>Total Décaissements</b>	<b>903 336</b>	<b>492 762</b>
<b>3. Solde du Fonds fiduciaire</b>	<b>47 504 898</b>	<b>14 789 128</b>

\* au 31/3/03 (apports des bailleurs de fonds en valeur approximative en USD)

\*\* apport de 2 007 937 EUR maintenu sur un compte intermédiaire et donc non disponible a ce stade

**Annexe 3.a. : Flux de trésorerie du Fonds fiduciaire du MDRP (2003)**

<b>Programme multi-pays de démobilisation et de réinsertion dans la région des Grands lacs</b>												
<b>Flux de trésorerie estimés du Fonds fiduciaire multilatéral (USD) *</b>												
<b>DÉCAISSEMENTS ESTIMATIFS</b>												
<b>Activités du programme</b>	<b>Jusqu'au 31/3/03</b>	<b>2003</b>									<b>Total</b>	
		<b>Avril</b>	<b>Mai</b>	<b>Juin</b>	<b>Juillet</b>	<b>Août</b>	<b>Sept.</b>	<b>Oct.</b>	<b>Nov.</b>	<b>Déc.</b>		
<b>1. Programmes nationaux</b>												
a. Rwanda	0	0	0	2 880 000	214 444	3 800 000	214 444	214 444	214 444	214 444	214 444	7 752 222
b. Angola	0	0	0	0	5 300 000	1 325 000	1 325 000	1 325 000	1 325 000	1 325 000	1 325 000	11 925 000
<b>2. Projets spéciaux</b>												
a. SCF/UK-RDC	0	500 000			250 000			250 000				1 000 000
b. Consortium ONG-RDC	0		750 000			500 000			500 000			1 750 000
c. PNUD/RDC	0			750 000			1 000 000				750 000	2 500 000
d. PNUD/Angola	0		1 000 000			500 000			500 000			2 000 000
e. UNICEF/Burundi	0			500 000			750 000				500 000	1 750 000
<b>3. Activités régionales</b>	<b>192 046</b>	<b>77 684</b>	<b>77 684</b>	<b>77 684</b>	<b>77 684</b>	<b>77 684</b>	<b>77 684</b>	<b>77 684</b>	<b>77 684</b>	<b>77 684</b>	<b>77 684</b>	<b>891 200</b>
<b>4. Gestion du Programme</b>	<b>534 261</b>	<b>136 965</b>	<b>136 965</b>	<b>136 965</b>	<b>136 965</b>	<b>136 965</b>	<b>136 965</b>	<b>136 965</b>	<b>136 965</b>	<b>136 965</b>	<b>136 965</b>	<b>1 766 947</b>
<b>5. Frais d'administration</b>	<b>177 029</b>	<b>12 855</b>	<b>15 269</b>	<b>0</b>	<b>114 698</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>319 850</b>
<b>Total Décaissements (\$)</b>	<b>903 336</b>	<b>727 504</b>	<b>1 979 918</b>	<b>4 344 649</b>	<b>6 093 791</b>	<b>6 339 649</b>	<b>3 504 093</b>	<b>2 004 093</b>	<b>2 754 093</b>	<b>3 004 093</b>	<b>3 004 093</b>	<b>31 655 219</b>
<b>RECETTES PROJETÉES (estimation en USD)</b>												
<b>Source</b>	<b>Jusqu'au 31/3/03</b>	<b>2003</b>									<b>Total</b>	
		<b>Avril</b>	<b>Mai</b>	<b>Juin</b>	<b>Juillet</b>	<b>Août</b>	<b>Sept.</b>	<b>Oct.</b>	<b>Nov.</b>	<b>Déc.</b>		
Report		47 504 898	48 919 864	49 527 590	45 233 837	58 256 302	52 298 978	48 794 885	46 790 792	44 036 698		
<b>Apport des bailleurs de fonds</b>	<b>48 263 235</b>											<b>48 263 235</b>
Belgique		2 142 470	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 142 470
Canada		0	0	0	3 446 256	0	0	0	0	0	0	3 446 256
Danemark												
Commission européenne		0	0	0	10 670 000	0	0	0	0	0	0	10 670 000
France		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Allemagne		0	944 295	0	0	0	0	0	0	0	0	944 295
Italie		0	1 600 500	0	0	0	0	0	0	0	0	1 600 500
Pays-Bas		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Norvège		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Suède		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Royaume-Uni		0	0	0	5 000 000	0	0	0	0	0	0	5 000 000
Revenus de placement**	<b>144 999</b>	0	42 849	50 896	0	382 325	0	0	0	0	0	621 069
<b>Total Recettes (\$)</b>	<b>48 408 234</b>	<b>49 647 367</b>	<b>51 507 508</b>	<b>49 578 486</b>	<b>64 350 093</b>	<b>58 638 627</b>	<b>52 298 978</b>	<b>48 794 885</b>	<b>46 790 792</b>	<b>44 036 698</b>	<b>44 036 698</b>	<b>72 687 824</b>
(moins total des décaissements)	- 903 336	- 727 504	- 1 979 918	- 4 344 649	- 6 093 791	- 6 339 649	- 3 504 093	- 2 004 093	- 2 754 093	- 3 004 093	- 3 004 093	- 31 655 219
<b>Solde (\$)</b>	<b>47 504 898</b>	<b>48 919 864</b>	<b>49 527 590</b>	<b>45 233 837</b>	<b>58 256 302</b>	<b>52 298 978</b>	<b>48 794 885</b>	<b>46 790 792</b>	<b>44 036 698</b>	<b>41 032 605</b>	<b>41 032 605</b>	<b>41 032 605</b>

\* Estimations de la Banque mondiale au 31 mars 2003

\*\* Estimation basée les sur les taux de rendement historiques des autres fonds fiduciaires de la Banque mondiale

**MDRP – Rapport d'activité et plan de travail – janvier à mars 2003**

**Annexe 3.b. : Projections à long terme des décaissements et recettes du Fonds fiduciaire du MDRP**

<b>Fonds fiduciaire du MDRP (TF50574) : Projections a long terme des décaissements et des recettes *</b>						
<b>DÉCAISSEMENTS ESTIMATIFS</b>						
<b>Activité du programme</b>	<b>2002/2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>Total</b>
<b>1. Programmes nationaux</b>						
a. Rwanda	7 752 222	6 647 778	0	0	0	14 400 000
b. Angola	11 925 000	16 430 000	16 430 000	8 215 000	0	53 000 000
c. Burundi	0	19 500 000	18 000 000	18 000 000	4 500 000	60 000 000
d. Ouganda	0	8 125 000	7 500 000	7 500 000	1 875 000	25 000 000
e. RDC	0	8 000 000	24 000 000	24 000 000	24 000 000	80 000 000
f. République centrafricaine	0	650 000	600 000	600 000	150 000	2 000 000
g. Congo	0	2 000 000	2 400 000	2 400 000	1 200 000	8 000 000
						0
						0
<b>2. Projets spéciaux</b>						
a. SCF/Royaume-Uni-RDC	1 000 000	1 092 134	364 045	0	0	2 456 178
b. Consortium ONG-DRC	1 750 000	3 410 492	1 136 831	0	0	6 297 322
c. PNUD/RDC	2 500 000	1 875 000	625 000	0	0	5 000 000
d. PNUD/Angola	2 000 000	2 175 806	725 269	0	0	4 901 075
e. UNICEF/Burundi	1 750 000	2 437 500	812 500	0	0	5 000 000
						0
<b>3. Activités régionales</b>	891 200	1 152 200	1 152 200	1 152 200	1 152 200	5 500 000
						0
<b>4. Gestion du Programme</b>	1 766 947	1 648 263	1 648 263	1 648 263	1 648 263	8 360 000
						0
<b>5. Frais d'administration</b>	319 850	212 104	216 682	216 682	100 255	1 065 574
<b>Total Décaissements (\$)</b>	<b>31 655 219</b>	<b>75 356 276</b>	<b>75 610 789</b>	<b>63 732 146</b>	<b>34 625 719</b>	<b>280 980 149</b>
<b>RECETTES PROJETÉES (estimation en USD)</b>						
<b>Source</b>	<b>2002/2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>Total</b>
<b>Report</b>		<b>41 032 605</b>	<b>1 097 691</b>	<b>-38 327 151</b>	<b>-65 873 349</b>	
<b>Apports des bailleurs de fonds</b>						
Belgique	10 678 470					10 678 470
Canada	6 852 250	3 446 256				10 298 506
Danemark	2 500 000					2 500 000
Commission européenne	21 340 000					21 340 000
France	2 020 000					2 020 000
Allemagne	944 295	976 305				1 920 600
Italie	1 600 500					1 600 500
Pays-Bas	10 371 240	25 928 100	31 113 720	31 113 720	16 709 220	115 236 000
Norvège	3 510 000					3 510 000
Suède	2 250 000					2 250 000
Royaume-Uni	10 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000		25 000 000
<b>Revenus de placement **</b>	621 069	70 701	72 227	72 227	33 418	869 644
<b>Total Recettes (\$)</b>	<b>72 687 824</b>	<b>76 453 967</b>	<b>37 283 638</b>	<b>-2 141 204</b>	<b>-49 130 711</b>	<b>197 223 720</b>
(moins total des décaissements)	-31 655 219	-75 356 276	-75 610 789	-63 732 146	-34 625 719	-280 980 149
<b>Solde (\$)</b>	<b>41 032 605</b>	<b>1 097 691</b>	<b>-38 327 151</b>	<b>-65 873 349</b>	<b>-83 756 429</b>	<b>-83 756 429</b>
* Estimations de la Banque mondiale au 31 mars 2003						
** Estimation basée sur les taux de rendement historiques des autres fonds fiduciaires de la Banque mondiale						

**Annexe 4 : Plan de travail du MDRP : avril à juin 2003**

<i>Composante</i>	<i>Mesures à prendre</i>	<i>Avant</i>	<i>Parties responsables</i>	<i>Commentaires</i>
<b>A. Programmes nationaux</b>				
1. République centrafricaine	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Évaluer la situation sur le terrain</li> <li>▪ Selon la situation, prévoir/réaliser une mission d’identification</li> </ul>	Mai-juin 2003	Partenaires du MDRP, sous la coordination du PNUD	Les mesures dépendront de l’évolution de la situation de sécurité et des conclusions de l’évaluation du stade de l’exécution
2. Burundi	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Appui à l’élaboration d’un programme national</li> </ul>	En cours	Partenaires du MDRP, sous la coordination de la Banque mondiale	Dépend de la situation de sécurité et du stade d’avancement du programme
3. Ouganda	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Planifier et réaliser une mission conjointe d’identification</li> </ul>	<i>Troisième trimestre</i>	Partenaires du MDRP, sous la coordination de la Banque mondiale	À examiner par le MDRP avec le Comité consultatif à Paris
4. Angola	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Finaliser l’accord de subvention</li> <li>▪ Aider à lancer l’ADRP (mission conjointe de supervision)</li> </ul>	<p>Juin 2003 Juin 2003</p>	<p>Secrétariat du MDRP, Gouvernement angolais</p> <p>Partenaires du MDRP, sous la coordination de la Banque mondiale</p>	Calendrier à arrêter avec les partenaires
5. Congo	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Planifier et réaliser une mission conjointe d’identification</li> </ul>	Juin 2003	Partenaires du MDRP, sous la coordination du MDRP/PNUD	L’agence chef de file doit être agréé par le Comité consultatif
6. RDC	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Élaborer une stratégie intérimaire</li> <li>▪ Élaborer la stratégie de DDR pour les enfants soldats</li> </ul>	<p>Avril 2003 Mai 2003</p>	Partenaires du MDRP, sous la coordination du PNUD UNICEF avec les partenaires du MDRP	Le point focal gouvernemental pour les questions de DDR doit être identifié
<b>B. Projets spéciaux</b>				
7. Angola	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Finaliser le projet spécial</li> <li>▪ Approuver et signer l’accord de subvention</li> </ul>	<p>Mai 2003 Mai 2003</p>	PNUD Secrétariat du MDRP	Révisions finales du projet spécial à fournir par le PNUD
8. Burundi	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Finaliser le projet spécial</li> <li>▪ Approuver et signer l’accord de subvention</li> </ul>	<p>Juin 2003 Juin 2003</p>	UNICEF Secrétariat du MDRP	Révisions finales du projet spécial à fournir par l’UNICEF
9. RDC	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Finaliser l’accord de subvention pour SCF/UK</li> </ul>	Mai 2003	Secrétariat du MDRP et SCF	Proposition soumise pour approbation finale

**MDRP – Rapport d’activité et plan de travail – janvier à mars 2003**

<i>Composante</i>	<i>Mesures à prendre</i>	<i>Avant</i>	<i>Parties responsables</i>	<i>Commentaires</i>
10. RDC	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Finaliser l’accord de subvention pour le consortium des ONG</li> </ul>	Juin 2003	Secrétariat du MDRP et bénéficiaires de la subvention	Éclaircissements supplémentaires demandés par le Secrétariat du MDRP avant soumission pour approbation
11. Ouganda	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Constituer le comité ad hoc local pour un éventuel projet spécial</li> </ul>	Mai 2003	Secrétariat du MDRP et partenaires	La préparation du projet spécial dépend de l’évolution des négociations de paix avec la LRA
<b><i>C. Activités régionales</i></b>				
12. Sensibilisation transfrontalière Rwanda-RDC	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Poursuivre l’appui à la stratégie commune de sensibilisation</li> </ul>	En cours	GOR, GRDC, MONUC, Secrétariat du MDRP	
13. Réunion du GCT	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Organiser un atelier de suivi et d’évaluation</li> </ul>	Juin 2003	Secrétariat du MDRP, GTZ, membres du GCT	Proposé pour le Rwanda en juillet
<b><i>D. Gestion du Programme</i></b>				
14. Fonds fiduciaire du MDRP	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Appel de fonds pour les contributions pluriannuelles</li> <li>▪ Recontacter les bailleurs de fonds actuels et nouveaux pour des contributions supplémentaires</li> </ul>	Juin 2003  <i>En cours</i>	Secrétariat du MDRP  Secrétariat du MDRP	Canada, Royaume-Uni, Commission européenne (Pays-Bas et Allemagne en 2004)
15. Site web du MDRP	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mettre en place le site web</li> </ul>	Juin 2003	Secrétariat du MDRP	Site web prototype au point
16. Conférence des Grands lacs	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Organiser la réunion</li> </ul>	Mai 2003	Secrétariat du MDRP, PNUD/SRSG pour les Grands lacs et partenaires intéressés	Faire avancer le processus de paix régional